

*Questions orales*

qu'ils mangent et tous les films qu'ils vont voir au cinéma et le reste?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le premier ministre et moi sommes au courant des propositions présentées par le Nouveau Parti démocratique. Elles ne sont pas réalistes cependant. Elles. . .

**M. Riis:** Expliquez-vous.

**M. de Jong:** Croyez-vous que les vôtres le soient?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Si les députés dans ce coin-ci de la Chambre veulent que je leur explique les raisons pour lesquelles, selon moi, leurs propositions sont irréalistes, je serais heureux de le faire.

**M. Riis:** Où est donc l'impôt minimum sur les sociétés, Mike?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Eh bien, le député ne veut rien entendre de la nature des propositions en question ni des raisons pour lesquelles elles sont inapplicables.

• (1430)

Fondamentalement, la proposition de nos vis-à-vis consiste à faire supporter une bonne partie du fardeau fiscal aux sociétés. C'est possible, mais selon moi, si la députée examine la question de façon réaliste et réfléchie, elle s'apercevra que si nous prenions les mesures prônées par le Nouveau Parti démocratique pour ce qui est d'imposer les sociétés, le Canada perdrait alors beaucoup d'investissements de la part des sociétés, et des emplois. . .

**M. le Président:** Il me semble que le ministre se lance dans un débat.

[Français]

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Quand le ministre des Finances a introduit son projet de réforme fiscale en 1987, il avait promis que toutes les sociétés paieraient leur juste part d'impôt sur leurs revenus. Le gouvernement est-il prêt à introduire un impôt minimum de 20 p. 100, comme les États-Unis, sur les sociétés, afin que toutes les entreprises rentables paient elles aussi leur juste part d'impôt?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la députée et ses collègues ont soulevé la question d'un impôt minimum des sociétés à plusieurs reprises dans le passé.

Ce qu'elle oublie de dire lorsqu'elle fait sa proposition, et c'est pourtant fort important, c'est que les sociétés qui sont rentables à l'heure actuelle et qui ne paient pas d'impôt, sont des entreprises qui avaient perdu de l'argent dans les années passées. Il peut s'agir également de sociétés qui versent des dividendes et ainsi, un impôt minimum comme celui qu'elle propose entraînerait la double ou la triple imposition de certaines entreprises. À mon avis, ce n'est pas là une façon équitable de régler la question.

Si on mettait en oeuvre ce qu'elle propose, de petites entreprises établies un peu partout au Canada couleraient sous les impôts et ne survivraient pas, ce qui entraînerait des suppressions d'emplois.

Je voudrais, en outre, préciser qu'environ 3 500 sociétés paient l'impôt sur les grandes sociétés. Ses collègues et elle parlent d'environ 90 000 sociétés qui ne versent aucun impôt. Ainsi, un très grand nombre des sociétés auxquelles elle s'attaquerait sont de petites entreprises. Il ne s'agit pas, selon nous, de la façon voulue de structurer le régime fiscal des sociétés.

\* \* \*

**LES FERMETURES DE MINES**

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, dans le nord de l'Ontario, nous avons eu premièrement, la surtaxe de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre, deuxièmement, la réduction des services de VIA Rail et d'Air Canada et troisièmement, des fermetures de mines en cascade: Virginia Town, Kirkland Lake, Cobalt, Temagami et maintenant, Elliot Lake. Une véritable catastrophe!

Ces localités sont-elles destinées à devenir les Schefferville du nord de l'Ontario? Que fait actuellement le gouvernement? Qu'est-il prêt à faire dès maintenant, non pour recycler les ouvriers, mais pour créer des emplois? Les gens du nord de l'Ontario veulent travailler.

**M. le Président:** La députée semble avoir posé sa question.

**M. Hockin:** Monsieur le Président. . .

**M. MacDougall:** Monsieur le Président. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Je pense que je vais devoir décider à leur place. La parole est au ministre.

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, je répondrai à